

RAPPORT

ATELIER NATIONAL DE PLAIDOYER SUR LA GESTION TERRITORIALE EN PÉRIODE DE SÉCHERESSE

« Des territoires résilients face aux sécheresses : Agissons dès maintenant ! »

ABIDJAN, COTE D'IVOIRE - 25 JUIN 2025

CHANGE HUMAN'S LIFE (CHL)

Table des matières

Informations générales.....	2
Contenus des travaux	3
1. Contexte des sécheresses dans le pays	3
1.1. Eléments de contexte sur les sécheresses (occurrences des crises, impacts sur les territoires et leurs ressources, sur les communautés et leurs activités)	3
1.2. Réponses politiques face aux sécheresses (engagements nationaux, mécanismes existants, positions portées par le pays à l'international)	3
2. Résultats des travaux sur la sous-thématique traitée	5
2.1. Thématique traitée (intitulé)	5
2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays.....	5
2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)	6
2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique.....	8
2.5. Messages de plaidoyer prioritaires	10
Annexe.....	12



Rapport - Atelier national préparatoire de Désertif'actions 2026 – Côte d'Ivoire

Désertif'actions 2026
Pour des territoires résilients face aux sécheresses : agissons dès maintenant !

Informations générales

Organisateurs :

L'atelier est organisé par :

- l'ONG **Change Human's Life (CHL)** et ses partenaires, Open Dialogues et Global Waste Cleaning Network (GWCN).
- Sa mise en œuvre a été, grâce à l'appui technique de CARI France Association et ses partenaires, notamment la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), et sous la présidence du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MINEDDTE).

Présentation de Change Human's Life (CHL)

Change Human's Life (CHL) est une organisation de la société civile ivoirienne, accréditée auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC), de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC), de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification et la sécheresse (UNCCD) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP). Elle œuvre depuis 2008 pour la résilience des territoires, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire, ainsi que pour le renforcement du dialogue entre société civile, collectivités locales et institutions publiques.

CHL est également engagée dans la mobilisation communautaire, le plaidoyer climatique, la formation des acteurs locaux et la valorisation des solutions locales face aux défis environnementaux. L'organisation coordonne des projets d'envergure nationale, avec un ancrage fort dans les dynamiques multilatérales comme les Conférences Des Parties (COP) et Désertif'actions.

Date et lieu de l'atelier :

L'atelier s'est tenu le mercredi 25 juin 2025 à Abidjan, Salle de conférence de l'Agora d'Abobo.

Sources de financement (bailleurs et leurs logos) :

L'atelier a été réalisé sur les fonds propres de Change Human's Life.

Rapporteur de l'atelier (nom, prénom, adresse mail)

Les rapporteurs de l'atelier sont :

- M. Alexandre KOFFI : akoffi56@yahoo.fr



Co-organiseurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



- M. ACHI Thierry : achithierry2013@gmail.com

Contenus des travaux

1. Contexte des sécheresses dans le pays

1.1. Eléments de contexte sur les sécheresses (occurrences des crises, impacts sur les territoires et leurs ressources, sur les communautés et leurs activités)

La Côte d'Ivoire est confrontée depuis plus d'une décennie à une intensification des épisodes de sécheresse, notamment dans ses zones nord, centre et nord-ouest. Cette situation est aggravée par la déforestation, la pression foncière, l'irrégularité des saisons des pluies, et l'augmentation des températures.

Selon le rapport 2021 de la FAO sur « L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde », environ 34 % des terres agricoles ivoiriennes sont affectées par la dégradation, avec des pressions croissantes sur les ressources en eau, menaçant directement les zones agro-pastorales.

Le rapport national sur l'évaluation climatique 2024 souligne que les pertes agricoles liées à la sécheresse pourraient atteindre jusqu'à 20 % dans le nord du pays d'ici 2030, entraînant insécurité alimentaire, vulnérabilité socioéconomique, conflits d'usage des terres et déplacements internes.

Le PNUÉ estime par ailleurs que 60 % du territoire ivoirien est affecté par la désertification, avec des pics à 90 % dans le Nord, impactant fortement les activités agricoles, la biodiversité et les ressources hydriques.

Le rapport national sur le climat et le développement (CCDR) projette qu'en 2050, le changement climatique, dont les sécheresses pourraient réduire le PIB réel de 13 % et maintenir 1,63 million de personnes dans la pauvreté.

Les communautés rurales, principales victimes de cette dynamique, sont souvent mal préparées à faire face à ces événements extrêmes, par manque d'information, d'accès aux ressources, et de soutien technique adapté. Les collectivités territoriales, en première ligne, disposent rarement des outils, financements ou capacités institutionnelles pour anticiper ou atténuer les effets de la sécheresse sur leurs territoires.

1.2. Réponses politiques face aux sécheresses (engagements nationaux, mécanismes existants, positions portées par le pays à l'international)

La Côte d'Ivoire a engagé plusieurs actions politiques et institutionnelles pour faire face aux effets croissants des sécheresses et de la désertification, tant au niveau national qu'international.

Engagements nationaux :



Co-organisateur



Nations Unies
 Convention sur la lutte
 contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



- **Contribution Déterminée au niveau National (CDN)** : en cours de révision (CDN 3.0), la nouvelle version intègre les enjeux de territorialisation de l'adaptation climatique, notamment à travers des priorités sectorielles telles que l'agriculture, les forêts, l'eau et la gouvernance locale. Elle prévoit aussi la promotion de mécanismes de financement innovants (budget vert, Mécanisme LoCAL).
- **Plan National de Développement (PND 2021-2025)** : contient un pilier spécifique sur la lutte contre la pauvreté rurale et les effets du changement climatique, incluant l'extension de l'agriculture intelligente et l'appui aux filières durables.
- **Plan National Sécheresse** (élaboré avec la FAO) : outil stratégique pour l'anticipation, la prévention et la réponse aux sécheresses, intégrant la cartographie des risques, les actions d'urgence et les mécanismes d'alerte.
- **Stratégie Nationale de Financement Climatique (SNFC)** : vise à mobiliser les ressources financières publiques, privées et internationales pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation dans les territoires vulnérables.

Mécanismes existants et initiatives structurantes :

- **Programme PRO2GRN (GIZ)** : soutient la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles au niveau local à travers des processus de planification participative, de co-construction et de financement localisé.
- **Programme National Changements Climatiques (PNCC)** : appuie la planification climat dans plusieurs communes pilotes, accompagne l'élaboration de plans climat locaux et le renforcement de la résilience institutionnelle.
- **Programmes du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)** : développement de technologies agricoles résilientes, diffusion de bonnes pratiques agroécologiques, soutien à l'innovation territoriale pour la gestion durable des terres.
- Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (**ANADER**), Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (**FIRCA**), Agence Foncière Rurale (**AFOR**) : contribuent à la mise en œuvre de projets d'adaptation agricole, de sécurisation foncière, et d'appui aux producteurs.
- **Action de Change Human's Life** à travers les actions de sensibilisation, de plaidoyer et de renforcement de capacités sur la Gestion Durable des Terres (GDT) et la résilience territoriale en collaboration avec le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) - Université de Berne (Suisse) dans le cadre des initiatives WOCAT-UNCCD.
- **Abidjan Legacy Program (ALP)** : lancé lors de la COP15 de la CNULCD à Abidjan en 2022, ce programme vise à fédérer les efforts nationaux et africains autour de la restauration des terres, de la sécurité alimentaire et de la résilience territoriale. Il sert de cadre stratégique pour catalyser les investissements publics et privés, notamment dans les zones rurales touchées par la désertification. ALP promeut aussi le renforcement des capacités locales et la création d'emplois verts.
- **Projet BENKADI** : Ce projet initié dans le cadre de l'élaboration, la planification et la mise en œuvre des politiques liées à la gestion du changement climatique dans quatre pays à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali. En Côte d'Ivoire, il est exécuté par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI) avec le soutien de la Coopération néerlandaise (Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas). Ce projet vise à renforcer la participation des OSC et des collectivités territoriales à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques climatiques, notamment à travers un plaidoyer actif sur l'adaptation aux changements climatiques dans les zones vulnérables.
Il s'appuie sur des actions de terrain, la mobilisation communautaire, la formation, et la génération d'évidences pour influencer les décisions nationales et locales. BENKADI est une plateforme de dialogue

entre l'Etat, la société civile et les partenaires techniques et financiers, dans une approche centrée sur la justice climatique et l'inclusion.

Positions à l'international :

La Côte d'Ivoire est partie signataire des conventions de Rio. Plus précisément, elle a ratifié la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Elle a accueilli en 2022 la COP15 à Abidjan.

2. Résultats des travaux sur la sous-thématique traitée

2.1. Thématique traitée (intitulé) : Gestion territoriale en période de sécheresse

2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays

Question posée : Comment renforcer les capacités des autorités locales et des communautés pour anticiper et gérer durablement les effets des sécheresses sur les territoires ?

Communication 1 : Impact des sécheresses sur les territoires et défis pour les autorités locales
Par Mme Audrey N'GOUAN – Assistante du Point Focal National UNCCD / MINEDDTE

➤ **Résumé de la présentation**

Cette présentation a souligné la gravité croissante des sécheresses en Côte d'Ivoire, notamment dans le Nord et le Centre, avec une baisse notable des précipitations et une hausse des températures (source : Rapport national climatique 2024).

A la lumière de sa présentation, il ressort les impacts suivants :

- la dégradation accélérée des terres,
- une perte de productivité agricole (jusqu'à 20 % d'ici 2030),
- des tensions foncières et une vulnérabilité accrue des populations rurales.

La présentatrice a présenté les engagements de la Côte d'Ivoire au sein de la CNULCD, ainsi que l'importance stratégique de la Gestion Durable des Terres (GDT), croisement des trois conventions de Rio.

Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités des autorités locales, souvent peu outillées pour intégrer l'adaptation dans la planification territoriale.

Communication 2.1 : Outils et stratégies pour renforcer la résilience des territoires
Par M. Marc Aurel GBADI – Expert Climat / PNCC - Juriste environnementaliste

➤ **Résumé de la présentation**

Le représentant du PNCC a présenté le cadre national d'adaptation climatique, avec notamment :

- la révision des CDN 3.0 en cours, incluant une meilleure prise en compte des territoires,

- les politiques nationales alignées (PND, SNFC, Plan National Adaptation).

Il a ensuite présenté des outils concrets pour les collectivités :

- Plans Climat Territoriaux,
- budgets verts,
- cartographies de vulnérabilité,
- dispositif LoCAL (mécanisme AFD / UNCDF),
- initiatives pilotes (communes de Grand-Lahou, Abengourou...).

Il a insisté sur l'importance d'un accompagnement technique renforcé des collectivités pour accéder au Fonds Vert Climat, et d'une meilleure intégration des savoirs locaux dans les mécanismes de planification.

Communication 2.2 : Outils et expériences de résilience territoriale par la recherche **Par Dr Hermann BENIE & Dr Narcisse TEHIA – CNRA**

➤ **Résumé de la présentation**

Le CNRA a d'abord défini les dimensions clés de la résilience territoriale : sociale, économique, environnementale et institutionnelle.

Il a ensuite présenté les acquis scientifiques du CNRA en matière d'adaptation aux sécheresses :

- Sélection de variétés résistantes à la sécheresse,
- Systèmes intégrés de production (SYSPARCOT-CI),
- Innovations pour l'insertion des jeunes et femmes rurales par la production agricole intelligente.

La communication a également mis en lumière les stratégies du CNRA pour accompagner les territoires :

- diffusion de technologies agricoles adaptées,
- formation et vulgarisation,
- collaboration avec les collectivités locales (exemple : Centre de Bangolo).

Des défis demeurent cependant : financement de la recherche locale, la valorisation des résultats, et la coordination intersectorielle.

2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)

➤ **Résumé des présentations**

Plusieurs actions concrètes ont été présentées durant l'atelier, à travers les différentes communications.

Du côté des institutions nationales :

MINEDDTE/Point Focal UNCCD :

- la mise en œuvre du Programme National de Gestion Durable des Terres (GDT) ;



Co-organiseurs



Matrices Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



- l'élaboration d'un Plan National Sécheresse, en partenariat avec la FAO ;
- l'intégration des dimensions sécheresse et adaptation dans la révision des CDN ;
- la participation active de la Côte d'Ivoire à la dynamique CNULCD.

PNCC :

- la coordination nationale de l'adaptation climatique avec un accent mis sur la territorialisation ;
- la mise à disposition d'outils de planification pour les collectivités (Plans Climat, cartographie des vulnérabilités, matrices de priorisation, dispositifs LoCAL) ;
- l'élaboration en cours d'une stratégie nationale d'adaptation, appuyée par des diagnostics ; climatiques dans plusieurs communes (Grand-Lahou, Abengourou...) ;
- l'accompagnement technique à l'accès au Fonds Vert Climat.

CNRA :

- le développement et la vulgarisation de variétés agricoles résilientes (manioc, riz, maïs...) ;
- la mise en œuvre de systèmes intégrés de culture et d'élevage (SYSPARCOT-CI) adaptés aux contextes de stress hydrique ;
- la diffusion d'outils et techniques agroécologiques pour les zones arides ;
- l'accompagnement des collectivités par des projets pilotes dans les localités de Bangolo, Ferke, Boundiali...etc.

➤ **Résultats des travaux de groupe et partages d'expérience**

Les groupes de travail ont permis de faire ressortir plusieurs réflexions pratiques basées sur l'expérience des participants que sont :

a. Retours d'expérience sur les situations de sécheresses dans les territoires :

Les participants ont partagé des observations concrètes sur les effets des sécheresses dans leurs localités :

- Baisse notable de la pluviométrie et allongement des saisons sèches (notamment dans le nord-est du pays)
- Diminution des rendements agricoles et stress hydrique dans les plantations
- Pénurie d'eau pour l'aquaculture et les ménages
- Baisse du niveau des cours d'eau
- Dégradation des conditions de vie, migration vers des zones plus humides
- Inflation des prix des denrées agricoles

b. Actions mises en œuvre par la diversité des parties prenantes

Acteurs étatiques :

- Elaboration des politiques et lois (CDN ; PNA, PND) le code de l'environnement, le code l'eau
- Projet des restaurations de 4 500 hectares de terres dégradées mise place par Abidjan Legacy programme en partenariat avec les ministères techniques.



Co-organisateur



Maldives Unites
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



Collectivités territoriales :

- Adoption de plans climat territoriaux et de plans locaux d'adaptation
- Coordination de la mise en œuvre des politiques de développement local face aux risques climatiques

OSC :

- Sensibilisation communautaire, plaidoyer et vulgarisation de solutions d'adaptation (agroécologie, accès à l'eau, reboisement)
- Implication dans les mécanismes internationaux (Désertif'actions, CDN, COP)

Autres actions techniques notables :

- Création de retenues d'eau pour l'irrigation
- Mise en place de systèmes de goutte-à-goutte
- Appui à l'agriculture résiliente et agroforesterie (distribution d'essences locales)
- Renforcement de la collecte et valorisation des données climatiques locales
- Méthodes culturales : Zaï, paillage, Bokashi, permaculture, terrassement
- Activités de sensibilisation sur les risques climatiques
- Renforcement de capacité des acteurs

2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
- Insuffisance d'information et de formation	→ - Multiplication des séances de formation et campagne de sensibilisation et améliorer la politique de vulgarisation
- Incivismes (feux de brousse)	→ - Intensification des phases de sensibilisation sur les feux de brousses
- Accès difficile aux ressources financières pour les collectivités	→ - Plaidoyer structuré pour l'allocation budgétaire dédiée à l'adaptation locale
- Manque de politique d'encouragement	→ - Mise à disposition des nouvelles semences résilientes au changement climatique
- Refus des terres cultivables aux femmes	→ - Faciliter l'accès des terres cultivables aux femmes en vue de leur automatisation



-		
-	Manque d'implication des acteurs locaux dans la recherche de solutions	→ - Inclusion des acteurs locaux dans les recherches de solutions (élaboration, mise en œuvre et suivi)
-	Faiblesse des compétences techniques des collectivités dans l'intégration du climat dans leurs Plans de Développement ;	→ - Nécessité de renforcement des capacités techniques des collectivités à travers des formations adaptées et la décentralisation effectives
-	Manque de synergie entre ministères, collectivités, et OSC sur les actions contre la sécheresse	→ - Synergie multi-acteurs Etat/Collectivités/OSC pour la création de cadres de concertation territoriaux pour anticiper les crises environnementales
-	Manque de données climatiques fiables	→ - Renforcement du dispositif de collecte par la recherche participative, de traitement, d'analyse et de vulgarisation des données climatiques
-	Faible prise en compte des réalités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des contributions Déterminées au niveau locale (CDN)	→ - Intégration des réalités locales dans les Contributions Déterminées Nationales
-	Vulnérabilité des communautés rurales faces aux chocs	→ - Implication des OSC et leaders communautaires dans les programmes d'adaptation et de sensibilisation et mise en place de mécanismes d'alerte précoce et d'adaptation communautaire
-	Désintérêt des jeunes	→ - Sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat agricole
-	Analphabétisme	→ - Mise en place de programmes d'alphabétisation fonctionnelle, intégrés aux activités agricoles et environnementales des communautés rurales
-	Litiges fonciers éleveurs et agriculteurs	→ - Créer des couloirs de transhumances



- Insuffisance de l'opérationnalisation des stratégies nationales au niveau local	→	- Intégration des questions environnementales dans les Plan Stratégique de Développement et Plan de Développement local
- Difficulté de communication et de gestion des connaissances	→	- Recueil des savoirs endogènes et impliquer les radios communautaires pour leur diffusion régulière
- Insuffisance de capitalisation au niveau des savoir-faire indigène	→	- Mise en place de systèmes d'identification et de valorisation des savoir-faire indigène
- Non pérennisation des projets	→	- Efficacité des mécanismes de suivi-évaluation des projets
- Importance de l'éducation environnementale et de la vulgarisation des connaissances scientifiques vers les communautés rurales	→	- Renforcement du rôle des OSC comme relais communautaires dans la transformation des pratiques locales.

2.5. Messages de plaidoyer prioritaires

Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Faire la cartographie annuelle de la dégradation des terres au niveau national - Institutionnaliser les plateformes d'innovation territoriales - Mettre en place d'une politique de formation, d'encadrement et de recherche et surtout le développement du système d'irrigation des sols - Financer davantage la recherche agronomique - Faciliter la mise en place de subvention à la faveur des OSC pour la formation, la sensibilisation et la valorisation des innovations - Appliquer effectivement de l'ensemble des lois, politiques, stratégies de lutte contre les sécheresses



Co-organiseurs



Membres Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





	<ul style="list-style-type: none">- Mettre en place un Fonds spécial pour la lutte contre les sécheresses- Faire le suivi des politiques et stratégies mise en œuvre- Intégrer la gestion territoriale résiliente dans les politiques climatiques nationales et locales et les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) en cours de révision- Accélérez la lutte contre la déforestation et la restauration des bassins pour régénérer le cycle de l'eau- Prendre les dispositions pour opérationnaliser les outils et les stratégies au niveau local- Faciliter l'intégration des questions environnementales dans l'élaboration des budgets des collectivités territoriales
Partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none">- Stimuler les innovations financières avec le secteur privé- Faciliter l'accès aux financements- Appuyer les capacités techniques financières locales pour la gestion durable des terres (GDT) et l'accès des fonds vert et autres financements- Mettre en place des fonds spéciaux pour les communautés locales
Collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none">- Prendre en compte la lutte contre la sécheresse dans les programmes triennaux- S'approprier les outils de planification climatique et renforcer les budgets locaux d'adaptation- Valoriser le rôle des chefs traditionnels dans la résilience communautaire
Parlement (Assemblée nationale ; Sénat)	<ul style="list-style-type: none">- Intégrer l'urgence climatique dans les lois budgétaires et la supervision des politiques d'adaptation
Institutions scientifiques	<ul style="list-style-type: none">- Renforcer la recherche appliquée, la diffusion des Innovations et le transfert de compétence aux territoires
Sociétés civiles	<ul style="list-style-type: none">- Sensibiliser les populations sur leur responsabilité citoyenne pour le renforcement dans la résilience des territoires

Annexe

Agenda de l'atelier

Horaire	Activités	Responsable
08h30 – 09h00	Accueil des participants	Comité d'organisation
09h00 – 09h15	Présentation des objectifs et résultats attendus	Modérateur
09h15 – 09h45	Allocutions <ul style="list-style-type: none"> • Mairie d'Abobo • Change Human's Life (CHL) • CARI France Association • MINEDDTE 	- Représentant mairie Abobo - Président CHL - Représentant CARI - Représentant MINEDDTE
09h45 – 10h00	Photo de famille et Pause-café	Comité d'organisation
10h00 – 10h30	Communication 1 : Impact des sécheresses sur les territoires et défis pour les autorités locales	Point Focal UNCCD/MINEDDTE
10h30 – 11h30	Communication 2 : Outils et stratégies pour renforcer la résilience des territoires	Expert PNCC Experts CNRA
11h30 – 13h00	Travaux de groupe : état des lieux, défis et solutions	Facilitateurs
13h00 – 14h00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation
14h00 – 15h00	Restitution des travaux et recommandations	Participants
15h00 – 15h30	Synthèse, lecture du rapport et clôture	CHL et partenaires
15h30	Fin de l'atelier	Comité d'organisation



**RAPPORT SYNTHETIQUE DE L'ATELIER NATIONAL DE PLAIDOYER
SUR LA GESTION TERRITORIALE EN PERIODE DE SECHERESSE**

CHANGE HUMAN'S LIFE (CHL)

**Abidjan, le 25 Juin 2025
AGORA d'Abobo**

Le 25 juin 2025, s'est tenue à l'Agora d'Abobo, à Abidjan, **un atelier national de plaidoyer sur la gestion territoriale en période de sécheresse**, organisé par l'ONG **Change Human's Life (CHL)**, avec l'appui technique de **CARI France Association** et ses partenaires, notamment la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS).

Cet atelier a regroupé une quarantaine de participants dont des représentants de l'Etat, collectivités, organisations de la société civile, chercheurs et partenaires techniques.

Ce cadre d'échange qui s'inscrit dans la dynamique **Désertif'actions 2026** et en prélude à la **COP17 de la CNULCD**, prévue en 2026 en Mongolie, avait pour objectifs de :

- Analyser les impacts des sécheresses sur la gouvernance locale et les capacités d'intervention des collectivités ;
- Identifier des outils, pratiques et stratégies de résilience territoriale ;
- Formuler des recommandations et messages de plaidoyer pour alimenter les politiques publiques, notamment dans le cadre de la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

Mieux, il a permis aux acteurs de non seulement prendre conscience de la recrudescence des sécheresses et de leurs impacts sur les ressources naturelles, les systèmes de production et la cohésion sociale des territoires, mais aussi de percevoir le niveau d'attente des populations et de s'approprier les outils et stratégies engagés dans le cadre la résilience des territoires en Côte d'Ivoire.

Plusieurs temps forts ont marqué cette journée.

Déroulement de la journée

1. Cérémonie d'ouverture

La session d'ouverture a été ponctuée de quatre allocutions :

La première allocution : M. le Maire DIABATE BEH

Dans son discours, l'Adjoint au Maire, représentant Madame le Maire d'Abobo a transmis les salutations et le message de bienvenue de la première magistrate de la commune aux participants.

Il a également salué l'initiative et exprimé le soutien de la municipalité aux actions de résilience locale tout en félicitant Change Human's Life (CHL) d'avoir choisi la commune d'Abobo pour abriter un tel évènement de portée nationale.

Avant de conclure ses propos, Il a réitéré sa gratitude aux participants d'origine diverse pour leur forte mobilisation. Il a terminé en faisant une recommandation, celle de l'intégration de l'histoire de la météorologie dans les travaux de cet atelier.

La deuxième allocution : M. Alexandre KOFFI

Pour ses mots d'ouverture, M. Alexandre KOFFI, Coordonnateur des projets Change Human's Life et Président du comité d'organisation dudit atelier, a adressé ses chaleureux remerciements et féliciter les participants pour la présence effective, signe de la démonstration de leur engagement dans le cadre de la valorisation des réponses locales.

Dans son intervention, Monsieur Alexandre KOFFI a rappelé que les sécheresses ne sont plus des phénomènes ponctuels, mais des menaces durables qui affectent directement les terres, l'eau, la sécurité alimentaire, et les systèmes de production agricole en Côte d'Ivoire. S'appuyant sur le *rapport national d'évaluation climatique (2024)*, il est revenu sur les pertes agricoles liées aux sécheresses qui pourraient atteindre jusqu'à 20 % d'ici 2030, selon les projections nationales.

Avec un statut consultatif auprès de certaines conventions des Nations Unies (UNCCD, UNFCCC, PNUE, ECOSOC), il a tenu à rappeler également l'engagement de CHL aux côtés des collectivités locales et des communautés rurales à travers plusieurs actions de plaidoyer menées, et son adhésion dans la dynamique DésertifActions 2026.

Avant de clore ses propos, M. Alexandre KOFFI est revenu sur les objectifs de l'atelier avant d'exprimer sa reconnaissance au Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, à l'Assemblée Nationale, au Sénat, à la mairie d'Abobo, à CARI France, au CNRA, au PNCC pour leur présence et contribution, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires et organisations de la société civile mobilisés. Il a terminé en appelant à une action collective et concertée pour renforcer la résilience des territoires.

La troisième allocution a été prononcée par Madame Audrey N'GOUAN, représentant le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique (MINEDDTE).

Elle a d'abord salué la présence remarquable des députés et des membres du Sénat, qu'elle a qualifié de signe fort de l'engagement des plus hautes autorités face aux enjeux liés aux sécheresses

Dans son propos, elle a rappelé que les sécheresses ne sont plus une menace future, mais une réalité bien installée, qui affecte durablement les terres, les rendements agricoles et la stabilité sociale, en particulier dans le nord et le centre du pays. Elle a appuyé ses propos sur les données climatiques les plus récentes, évoquant la baisse des précipitations et l'augmentation continue des températures, qui fragilisent la souveraineté alimentaire de la Côte d'Ivoire.

Madame N'GOUAN a insisté sur le rôle stratégique de la Gestion Durable des Terres (GDT), qui constitue une réponse intégrée aux défis de la dégradation des terres, tout en servant de point de convergence des trois conventions de Rio (climat, biodiversité, désertification).

Elle a souligné l'importance d'ancrer la révision en cours des Contributions Déterminées au niveau National (CDN 3.0) dans les réalités locales, en faisant remonter les besoins et expériences des

territoires. Elle a ainsi appelé à faire des collectivités des moteurs de l'adaptation plutôt que de simples victimes du changement climatique.

Tout en félicitant CHL pour l'organisation de cet atelier, elle a exprimé l'espoir que les recommandations issues des travaux contribuent à faire des CDN non seulement un cadre d'engagement international, mais une véritable boussole pour l'action locale.

Elle a enfin invité les participants à bâtir un plaidoyer fort, crédible et enraciné dans les réalités du terrain, avant de déclarer officiellement ouvert l'atelier national.

La quatrième allocution : Mme Adeline Derkimba, représentante de CARI

Cette intervention a été faite en vidéo enregistrée et projetée en salle, vu l'indisponibilité à prendre part à l'atelier physiquement. Elle a débuté par la présentation de la dynamique Désertif'actions, qui est initiée depuis 2006 par CARI. Mme Derkimba a tenu à rappeler le contexte de Désertif'actions 2026 qui s'inscrit dans un agenda international avec plusieurs conventions dont la CNULCD, et travaille face à des enjeux mondiaux où d'ici 2030, ce sont 700 millions de personnes qui risquent d'être déplacées par la sécheresse.

L'occasion a été trouvée pour présenter le programme de la 6^è édition de Désertif'actions qui part de cette phase préparatoire avec les ateliers jusqu'en 2026 avec le sommet de Djerba en Tunisie et la COP17 en Mongolie. Elle a également insisté sur le rôle prépondérant des collectivités dans la résilience des territoires.

Avant de conclure, Mme Derkimba a tenu à remercier spécialement Change Human's Life et toutes les parties présentes et mobilisées pour cet atelier. Elle a enfin invité toutes les parties prenantes à s'investir dans cette dynamique.

Le chapitre de la cérémonie d'ouverture s'est achevé par une photo de famille puis la pause-café.

2. Communications techniques

Deux sessions thématiques majeures ont structuré les échanges et réflexions collectives :

- ✓ **La communication 1** : *Impacts des sécheresses sur les territoires et défis pour les autorités locales*

Cette communication a été présentée par **Mme Audrey N'GOUAN**, représentante du MINEDDTE. Dans cet exercice, elle a :

- présenté la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD)
- fait l'état des lieux des impacts des sécheresses en Côte d'Ivoire (dégradation des terres, insécurité alimentaire, migrations internes)
- évoqué les conséquences et socio-économiques
- énuméré quelques actions engagées par l'Etat et les perspectives

Elle a conclu sa présentation sur l'urgence du renforcement de la gouvernance locale, d'où la nécessité d'une approche plus territorialisée et anticipative aux sécheresses.

- ✓ **Communication 2** : « Outils et stratégies pour renforcer la résilience des territoires »

Deux interventions complémentaires ont été faites :



Co-organisateur



Membres Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



Intervention 1 : M. GBADI Marc Aurel – Programme National - Changements Climatiques (PNCC)

Après avoir situé le contexte de La Côte d'Ivoire qui est en proie à des sécheresses récurrentes, dont une menace pour sa sécurité hydrique, ses productions agricoles et ses écosystèmes, l'expert a :

- présenté les cadres politiques et juridiques liés à la résilience,
- partagé également des outils nationaux disponibles et stratégies nationales qui s'alignent aux CDN, aux PND et aux ODD pour une résilience territoriale intégrée,
- fait de recommandations pour renforcer le plaidoyer local

Intervention 2 : Dr Hermann BENIE, Dr Narcisse TEHIA – Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) et M. Boka

Ils ont présenté d'abord le Centre National de Recherches et d'Agronomie (CNRA) avant de revenir sur :

- l'approche scientifique de la résilience territoriale
- Actions du CNRA en matière de recherche et d'appui aux collectivités
- Des exemples concrets (étude de cas), dont le projet SYSPARCOT-CI,
- les défis et pistes d'amélioration via la recherche appliquée avec des recommandations pour la mise à l'échelle des innovations agricoles adaptées

A la suite des communications, des échanges riches et interactifs ont permis de faire ressortir plusieurs préoccupations, réflexions et propositions concrètes de la part des participants :

- La nécessité de renforcer les moyens techniques et financiers des collectivités locales pour la mise en œuvre de la Gestion Durable des Terres (GDT) et surtout la prise en compte des questions environnementales dans leur budget ;
- L'appel à une meilleure coordination entre ministères, collectivités territoriales et organisations de la société civile (OSC) ;
- Le besoin d'accompagnement des collectivités pour accéder aux financements climatiques, notamment le Fonds Vert Climat,
- L'importance de capitaliser et partager les expériences locales de résilience, telles que celles appuyées par le programme PRO2GRN (GIZ) ;
- La place essentielle de l'éducation, de la sensibilisation et de l'engagement des jeunes dans la résilience territoriale ;
- La prise en compte effective des résultats de l'atelier dans la révision des CDN en cours ;
- L'appel au ministère en charge de l'environnement à communiquer sur les initiatives relativement aux défis à venir, notamment la baisse des rendements agricoles, la dégradation des conditions de vie et l'aggravation de la précarité en milieu rural.

3. Travaux de groupes.

Quatre groupes de travail ont été constitués avec des facilitateurs, afin de réfléchir sur des questions clés à savoir :

1. Identifier les défis spécifiques rencontrés par les territoires face aux sécheresses ;
2. Recenser les pratiques locales efficaces ;
3. Proposer des pistes d'action à intégrer dans un plaidoyer national.



4. Clôture

Trois interventions ont ponctué la fin de l'atelier :

- Monsieur Alexandre KOFFI (CHL) a remercié les participants et a insisté sur l'engagement continu de toutes les parties prenantes et surtout de la société civile.
- L'Honorable Djakaridja BAMBA, représentant du Président de l'Assemblée nationale, a souligné l'intérêt du Parlement pour les enjeux de résilience territoriale et la nécessité de mieux intégrer ces questions dans le cadre législatif favorable à la résilience territoriale. Il n'a pas manqué d'encourager CHL à continuer dans de telles initiatives.
- Madame Audrey N'GOUAN, représentant le MINEDDTE, a réaffirmé le soutien du ministère et salué la qualité des échanges. Elle a aussi salué l'engagement de Change Human's Life et rappelé l'importance d'un partenariat renforcé entre société civile et institutions avant de déclarer clos l'atelier.

Cet atelier aura permis de fédérer des acteurs nationaux autour d'un enjeu stratégique commun, celui de la résilience face aux sécheresses, Il a également mis en lumière des outils politiques, scientifiques et opérationnels existants, et ouvert un dialogue interinstitutionnel en vue de renforcer les contributions nationales, notamment à travers la révision des CDN et les négociations à la COP17 sur la lutte contre la désertification.

La suite du processus portera sur la consolidation des résultats des groupes, la finalisation d'un rapport technique, et la rédaction d'un document de plaidoyer qui sera partagé avec les parties prenantes nationales et internationales.

Fait à Abidjan, le 25/06/2025

Rapporteurs

- Alexandre KOFFI
- Thierry ACHI



Co-organiseurs



Maldives Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs

